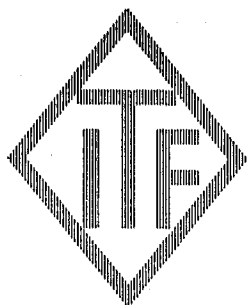




FASCISME

N 10

Amsterdam, le 18 mai 1935



"Rien qu'une affaire" Le bluff de la "bataille du Travail" autrichienne. (I.T.F.) Le nombre des ouvriers et employés occupés a encore baissé dans l'Autriche chrétienne en dépit des livraisons de matériel de guerre à l'Allemagne et à l'Italie. "Les actions entreprises jusqu'à présent dont la dépense ne dépassait guère les 100 millions de schillings"--ainsi la "Oesterreichische Arbeiterzeitung, l'organe des organisations ouvrières chrétiennes, du 27 avril--n'ont eu que des effets minimes sur l'économie générale". "Une action de grande envergure va à présent être entamée pour mettre fin à cette situation. Cette année on disposera, ainsi que l'a annoncé le chancelier Schuschnigg dans un "message de Pâques", de plus de 415 millions de schillings pour une "bataille du Travail" autrichienne. 215 millions seront fournis par l'Etat, 100 millions par Vienne et encore 100 millions par les autres villes et provinces. Ces ressources devraient permettre à plus de 100.000 chômeurs de trouver de juin à novembre un travail intégralement payé. Schuschnigg, imitant d'illustres exemples, a fait du bluff. Vienne ne pourra fournir, suivant une communication de son maire, que 80 millions. Les 20 millions restants constituent la somme disponible pour les investissements des entreprises municipales de Vienne, qui, à l'époque de Vienne la Rouge, consacraient tous les ans 40 millions à des placements. Le gouvernement lui-même ne pourra libérer que 66 millions pour les travaux de secours à la place des 215 millions annoncés et sur ce montant 20 millions avaient déjà été dépensés avant Pâques. Sur ces 66 millions, 23,8 millions serviront au renforcement de la police et de l'armée de sorte qu'à la place des 315 millions que Vienne et l'Etat devraient mettre à la disposition des travaux pour combattre le chômage, il ne reste en réalité que 82 millions, c'est-à-dire un peu plus du quart. Quant aux autres 100 millions annoncés, nous ne disposons pas de données permettant de vérifier ce qui en adviendra.

Les 66 millions ne peuvent toutefois être fournis par le gouvernement que si cette somme lui est prêtée. C'est pourquoi la dictature chrétienne a émis un "emprunt du travail", dont on attend un peu plus de 145 millions dont--suivant une communication de la Frankfurter Zeitung (du 5 mai) 79 millions serviront au remboursement d'anciennes dettes et 66 millions aux travaux de secours et à l'armement. L'emprunt émis s'élève nominalement à 175 millions, mais

vu que le cours d'émission n'est que de 86 pour cent, il ne rapportera que 150 millions dont il faut déduire à peu près 5 millions pour les frais. Les obligations rapporteront 5½% d'intérêts; vu toutefois qu'une obligation de 100 schillings n'en coûte que 86, ces 86 schillings rapportent 5½ schillings par an, soit plus de 7%, une merveilleuse affaire pour la haute finance!

La dictature chrétienne a cependant préparé encore une autre bonne affaire pour les banquiers et compagnies d'assurances. Elle leur a emprunté jusqu'à fin avril, 227 millions et déposé en garantie des bons du trésor à courte échéance, rapportant un intérêt de 5 à 5½%. A présent elle remboursera 79 millions et la haute finance autrichienne, si elle échange les bons du trésor contre les nouvelles obligations de l'emprunt du travail, recevra plus de 7% d'intérêt. Ceci signifie pour les banques et compagnies d'assurances un bénéfice d'intérêts de 1½ à 2% tous les ans, soit un cadeau annuel de 1½ million de schillings. Il est vrai que l'organe central du mouvement chrétien des ouvriers et employés estime que "ce serait pécher contre l'esprit social qui anime le gouvernement fédéral, si les capitalistes privés ne voyaient dans les travaux de 1935 pour combattre le chômage, rien qu'une affaire dont il s'agit de profiter". Toutefois, la haute finance commet ce péché en toute quiétude et la dictature chrétienne lui donne sa bénédiction.

Dantzig baisse les salaires réels. (I.T.F.) Depuis juin 1933, l'Etat libre de Dantzig est gouverné par un Sénat national-socialiste. Depuis cette époque le nombre des fonctionnaires et employés de l'administration de cette ville de 260.000 habitants a été augmenté par de nouveaux engagements, de 20%, tandis que les dépenses pour automobiles ont été triplées et celles pour banquets et réceptions ont été doublées. Toutes les organisations nationales-socialistes ont touché des subventions élevées.

Cette manière d'économiser typiquement nationale-socialiste qui, d'après l'exemple de la capitale, s'étendit bientôt à tout l'Etat libre avec ses 400.000 habitants, désorganisa complètement les finances de cet Etat minuscule déjà sensiblement atteint par la crise économique et par la concurrence livrée par le port polonais de Gdynia. Le déficit devait être atténué par des réductions des secours aux chômeurs et des avilissements réitérés des salaires des petits fonctionnaires et du personnel des services publics; le reste du déficit devait être comblé par des subventions de la Centrale nationale-socialiste à Berlin. Après 13 mois de règne nazi, l'effondrement est venu malgré tout. Le 3 septembre 1934, le Président du Sénat dantzikois, déclara par T.S.F. que l'unique issue de la détresse financière était un arrêt des travaux de secours aux chômeurs de l'Etat ainsi que le recours à "la méthode franche et ouverte des réductions de salaires et traitements". Le cours de la devise serait en tout cas maintenu. Le petit Etat libre dont le port et le commerce doivent vivre des transports en transit et qui est tenu d'importer des denrées alimentaires, ne pourrait en effet que retirer des préjudices d'une dévaluation de sa monnaie. Il fallait par conséquent que les ouvriers et les employés fassent des sacrifices "dans l'intérêt de la communauté".

Cette reconnaissance ouverte de la banqueroute a suscité une vive inquiétude parmi les Nazis dantzikois. Le chef régional nazi, Forster, accessoirement "Führer de tous les employés allemands" se rendit à Berlin où on lui promit de l'aide financière. Le Président du Sénat nazi dantzikois fut démis de ses fonctions, ses collaborateurs furent arrêtés et son successeur assura qu'il ne tolérerait pas de réductions sensibles des traitements et salaires et qu'un national-socialiste tenait sa parole.

Les Nazis berlinois ne se bornèrent pas à cela. Environ 30 millions de marks avaient été versés en subventions à Dantzig, somme formidable qui constitue environ les 3/4 de l'ensemble de la circulation monétaire de l'Etat libre. En outre le Troisième Reich acheta, pour calmer les paysans dantzikois, des produits agricoles dantzikois à des prix élevés (pour un total de 24 millions de marks) et fit passer une partie de ses importations d'armement par le port de Dantzig. La situation économique du Troisième Reich toutefois s'avilissait de mois en mois. Dantzig pouvait bien livrer des marchandises à l'Allemagne, mais ces livraisons n'étaient pas payées. Des créances dantzikaises pour un montant total de 20 millions de marks sont "gelées" en Allemagne. A nouveau, les Nazis dantzikois se rendirent à Berlin supplier des secours; mais Berlin ne pouvait plus aider. Le 2 mai le

florin dantzikois fut dévalué de 42,37%.

Le gouvernement nazi promit solennellement qu'il aurait soin que la dévaluation n'apporte pas "d'availlissements sensibles à la population laborieuse". Seulement 2 jours plus tard déjà, un décret du Sénat majorait les prix de 20 à 70%. Une majoration des salaires et traitements fut interdite. De telle sorte le pouvoir d'achat des salaires et traitements a été réduit d'au moins 25 à 30%. Le parti national-socialiste "ouvrier" assainit l'économie dantzikoise aux frais des ouvriers et employés!

Le 1er mai brun. (I.T.F.) Le correspondant berlinois du quotidien anglais le "Times" a assisté aux célébrations du 1er mai sur le Tempelhoferfeld. Il y a vu "des colonnes d'ouvriers obéissants menées et commandées chacune par un officier de la S.A." et a constaté "que l'enthousiasme d'antan manquait".

Lui! (I.T.F.) A l'occasion du 1er mai, le Dr. Ley a publié dix commandements à l'usage des ouvriers allemands. Le premier commandement dit: "Nous saluons le Führer le matin et nous Le remercions le soir de ce qu'il nous a rendu un nouveau courage de vivre et un nouvel espoir".

Des gens disposant de bon sens pourraient croire que le Führer et chancelier Adolf Hitler est opposé à ce genre de phrases. Il se trompent. Tout récemment encore le ministre le Dr. Goebbels a expressément confirmé que Monsieur Hitler salue d'autres personnes par le "Heil Hitler"!

Le Dr. Goebbels a omis de nous dire si le Führer et chancelier se salue lui-même le matin et si le soir il s'adresse des remerciements!

Une soumission inutile (I.T.F.) Les organisations corporatives catholiques se sont complètement fascisées, ont arboré des bannières à croix gammée et ont pris part à toute la duperie de la "communauté populaire" nationale-socialiste. Cela ne leur a servi à rien. Le Dr. Ley a commencé le 25 avril une nouvelle campagne pour détruire "les restes des organisations corporatives catholiques". Le concordat conclu avec le Pape par le Troisième Reich n'a même pas pu protéger les organisations catholiques. Leurs adhérents n'ont pas le droit de faire partie du Front allemand du Travail et sont par conséquent de même que les ouvriers et employés "non aryens" dans l'impossibilité de trouver à s'employer dans de nombreuses entreprises.

La police secrète de l'Etat a rendu une ordonnance interdisant aux organisations confessionnelles corporatives et de la jeunesse "toute activité en dehors du domaine religieux ou philanthropique. ... toute action collective publique leur est particulièrement interdite.... de même que le port d'insignes indiquant l'adhésion à une pareille association confessionnelle". La lâche soumission au régime nazi a tout aussi peu servi aux organisations catholiques qu'elle n'a servi aux groupements protestants.

Un "salaire selon le rendement" de 6 marks par semaine. (I.T.F.) Le Troisième Reich a besoin d'uniformes. Le Front allemand du Travail est en train de former 900 tailleurs militaires dans des cours rapides; les fabriques d'uniformes fonctionnent à toute allure. Les employeurs profitent de ce concours de circonstances, mais non pas les ouvriers et ouvrières. Les salaires dans les fabriques d'uniformes diffèrent beaucoup entre eux. De plus en plus le "salaire selon le rendement", l'idéal de toute politique de salaire nationale-socialiste, s'impose. Le Commissaire au travail se contente d'émettre des directives, le patron peut, lui, selon le rendement, payer des suppléments ou pratiquer des réductions. Jusqu'à présent on n'a guère entendu parler de suppléments; les réductions par contre sont fréquentes: les employeurs s'empressent de profiter de cette possibilité de réduire la rétribution tout en respectant les contrats.

Dans une importante fabrique d'uniformes d'Allemagne orientale, le chef a à présent poussé si loin ce système de diminution du taux des salaires que toute une série d'ouvrières ne peuvent plus atteindre avec un maximum d'efforts, qu'un revenu moyen brut de 6 marks par semaine. Les ouvrières se sont plaintes au Front allemand du travail et le président de la cellule d'entreprise nazie est intervenu, conformément à un mandat du Front du Travail, auprès de l'employeur.

L'employeur a congédié au pied levé le mandataire du Front du Travail. Le président de la cellule d'entreprise s'adressa au Front du Travail mais on refusa de l'aider, alléguant qu'il avait été "trop radical". On refusa même de lui accorder de l'assistance judiciaire devant le tribunal prud'hommal.

Le personnel était indigné de cette manière d'agir. Pour apaiser les esprits le Front du Travail demanda l'autorisation d'inspecter l'entreprise, autorisation que l'employeur daigna accorder. Lors de l'inspection une ouvrière fut interrogée au sujet de son salaire. Elle répondit qu'elle gagnait 6 marks par semaine. L'employeur toutefois était sur ses gardes. Il expliqua que le rendement de l'ouvrière en question était "insuffisant" et qu'on ne la gardait que par pitié. Les représentants du Front allemand du Travail se déclarèrent satisfaits de cette explication et l'employeur peut tranquillement continuer à payer des salaires de famine "par pitié".

Suivant des renseignements qui nous sont parvenus, d'autres fabriques d'uniformes appliquent des méthodes analogues.

Un déclin rapide et sûr. (I.T.F.) L'économie allemande devait être poussée à une nouvelle activité par le réarmement et les travaux de secours. "Bien que toutefois (selon une communication du 11 mai du vice-président de la Reichsbank cette action ait acquis une ampleur trois fois aussi vaste que ce qui avait été prévu au début de janvier 1933" (époque de l'avènement de Hitler au gouvernement) le redressement de l'économie allemande a échoué. Les dépenses énormes faites pour l'armement et les Batailles du travail ont considérablement accru les dettes du Troisième Reich. Le ministre des Finances ne s'est pas risqué jusqu'à présent à publier le budget pour l'exercice financier partant du 1er avril écoulé. Les responsables craignent une "débâcle financière". Le dictateur économique, le Dr. Schacht, a réclamé par conséquent un arrêt des travaux de secours afin de pouvoir du moins continuer à financer l'armement. Vu toutefois qu'un fort accroissement du chômage porterait une grave atteinte au prestige du national-socialisme, la Conférence des chefs régionaux nazis, siégeant à Munich le 12 avril sous la présidence du suppléant de Hitler, a énergiquement réclamé la continuation de la Bataille du travail.

Le Dr. Schacht était inébranlable. Il a fait déclarer le 11 mai, par le vice-président de la Reichsbank, que "les armements ne servent à rien s'ils ne laissent pas à leur propriétaire les forces voulues pour employer et pour maintenir en état les armes créées au prix d'un effondrement financier". La Reichswehr a pris le parti de Schacht. La direction du Front allemand du travail qui serait atteinte d'une manière sensible par l'arrêt de la Bataille du travail, tenta d'affaiblir la position de Schacht par des intrigues mais "l'industrie allemande dans sa nouvelle organisation avec toutes ses personnalités de premier plan se place comme un bloc derrière le Dr. Schacht" et déclare (dans le "Deutsche Volkswirt" du 10 mai) "qu'elle a confiance en lui plus qu'en personne". Sur ces entrefaites Hitler a rendu visite au gros industriel Kirdorf et Goering au roi des armements Krupp et ils les ont persuadés que les bénéfices à retirer des armements compenseraient largement les bénéfices qui auraient résulté de la bataille du travail.

* ni les chiffres pour l'exercice
Toutefois ce qui menace l'industrie, ce n'est pas débâcle financière du Reich. Le recul de l'excédent des exportations allemandes compromet gravement l'alimentation de l'industrie en matières premières. Il est vrai que si l'on entamait les grands stocks de matières premières que le Troisième Reich a accumulés en vue de la guerre qu'il prépare, les besoins "pacifiques" de l'industrie pourraient être satisfaits pendant des mois, mais on ne peut pas porter atteinte aux stocks de guerre. C'est pourquoi le Troisième Reich cherche, par un gigantesque "dumping", de se procurer les devises voulues pour l'achat de matières premières à l'intention de l'industrie de paix et en outre d'étendre ses réserves de guerre. Le "Deutsche Volkswirt" (du 10 mai 1935) écrit : "Ce qui passe avant toute autre chose, c'est de se procurer les matières premières voulues. Si cela ne réussissait pas, ce serait un recul rapide et certain non seulement de la situation économique et de la lutte contre le chômage, mais aussi des dividendes, de la formation de réserves, des amortissements et des nouveaux investissements". Ce dumping devra être financé par une taxe sur les débouchés intérieurs. Un milliard de marks devront être rassemblés, afin de couvrir les pertes avec lesquelles les marchandises exportées devront être vendues coûte que coûte en dehors des fron-

tières. Ce "dumping" allemand qui d'après des informations officielles est "un fait accompli" compromet les bases d'existence des travailleurs d'autres pays. Ecarter ce dumping équivaut à lutter pour le maintien de ses propres salaires et à oeuvrer pour la paix, car un échec de cette offensive d'exportations obligerait le Troisième Reich à entamer les réserves qu'il a entassées pour l'éventualité d'une guerre.

Dégrisement. Les résultats des élections d'hommes de confiance. (I.T.F.)

L'unique liste soumise aux électeurs lors des élections des conseils de confiance dans les entreprises allemandes, avait été dressée par l'employeur; les élections avaient lieu sous la direction de celui-ci et ceux désignés finalement par l'employeur comme ayant été élus, n'ont rien à dire. Malgré tout cela, les élections ont permis de se faire une idée du "climat" existant dans les entreprises allemandes. Dans 6913 entreprises la résistance de la part même des représentants du Front du travail contre la liste dressée par l'employeur était si grande que des élections ne pouvaient pas y avoir lieu selon les communications du Front du travail. Les élections n'ont par contre eu lieu que dans 70.000 entreprises occupant plus de 20 salariés.

"Les élections les plus libres du monde" (selon le Dr. Ley) ont eu lieu dans la terreur. Dans bien des entreprises, par exemple dans les importants ateliers de réparations du tramways Hambourg-Falckenried et dans les Leunawerke, le personnel devait se présenter par services et voter publiquement. Dans beaucoup de petites entreprises il n'y avait pas de cabine électorale; celui qui se servait d'un crayon était déjà suspect. Dans plusieurs entreprises aussi les gommages devaient entrer un à un dans la salle de vote ou le chef de l'entreprise présidait à la formalité! Souvent aussi les enveloppes dans lesquelles les bulletins de vote étaient remis aux électeurs, avaient été numérotées. Les menaces pour le cas d'un résultat électoral insuffisant ne manquaient pas non plus. Les arrestations pratiquées par la Gestapo depuis le début de mars, soulignaient ces menaces.

Dans plus d'une entreprise les travailleurs se sont laissés intimider, mais pas dans toutes! Dans les Leunawerke par exemple, le Front allemand du Travail a dû reconnaître (malgré les élections faites publiquement!) 32 p.100 d'opposants. Le Dr. Ley a dû déclarer que 608.504 personnes, soit 8 p.100 des 7.147.802 ouvriers et employés ayant droit de vote, s'étaient abstenus d'y participer. Dans bien des entreprises, les employeurs avaient placé sur leur liste d'anciens militants syndicalistes, souvent contre leur gré. Ils ont réussi de la sorte à créer de la confusion, ce qui était leur but. Le Front du Travail qui a besoin de boucs émissaires avait expressément conseillé cette manoeuvre. Dans ces entreprises toutefois, les travailleurs ont aussi trouvé le moyen de donner expression à leur protestation: ils ont biffé sur la liste le représentant principal du Front du travail dans l'entreprise, le président des cellules d'entreprise. Les entreprises qui travaillent pour l'armement sont en tête quant à cette opposition contre le Front du travail: dans l'usine chimique Köln-Zalk, le président des cellules obtint le moins de voix, de même que chez Henschel & fils, Kassel (personnel de 5.300 unités, construction d'avions). A Brunswick cette opposition alla, à la Miag, chez Büssing (moteurs, autos, avions) et chez Voigtländer (instruments d'optique) jusqu'à 73 p.100 des voix émises. Dans une série de dépôts de la Reichsbahn on nous signale une attitude analogue de la part du personnel. Dans les milieux de la Reichswehr cette réplique de la part des travailleurs, au mot d'ordre de l'armement sous lequel ont eu lieu les élections, a beaucoup retenu l'attention.

Dans les entreprises "civiles" aussi, le président des cellules n'a presque jamais obtenu le maximum de voix. Chez Peek et Cloppenburg à Berlin (confections pour hommes) il obtint le chiffre le plus bas; la direction de l'imprimerie des "Bremer Nachrichten" et celle des Donner-Werke à Eisenach communiqua officiellement que les présidents des cellules étaient tombés lors du vote. Dans d'autres entreprises, les employeurs ont pris la précaution, malgré les instances du Front du Travail, de ne pas faire figurer le président des cellules d'entreprises sur la liste.

Rares sont les cas où on a reconnu que la liste avait été repoussée. Généralement les résultats publiés ont manifestement été faussés. Néanmoins, le Front du Travail ne pouvait en général même pas risquer de faire afficher dans les usines les résultats du scrutin, publiés dans quelques journaux locaux. On afficha souvent seulement

15 jours après le vote! - des communications dans le genre de "Liste élue", "Liste élue à une majorité", rarement des chiffres. Les périodiques du Front du Travail ne publièrent pas de résultats détaillés; quelques journaux locaux seulement indiquèrent des pourcentages. Afin de flatter les pourcentages, on les calcula sur le nombre des voix émises au lieu de sur le nombre des électeurs. A Hanovre le Front du Travail donna l'instruction de considérer comme "oui" jusqu'aux bulletins sur lesquels la moitié des noms avaient été biffés! La Société berlinoise des transports en commun donna dans une circulaire confidentielle l'instruction de considérer comme valables les bulletins barrés du haut en bas; seuls les bulletins où tous les noms avaient été biffés séparément, seraient nuls. On a cependant pris la précaution de ne pas publier jusqu'à présent le résultat ainsi obtenu. Les résultats suivants communiqués par les directions (certainement aussi corrigés) font comprendre les motifs de cette précaution. Berlin Siemens (armements -52.000 P): 25% d'opposants; Ullstein (imprimerie - 0.000 P.) 48% d'opposants; Aschinger (restaurants - 3.500 P.) 40% d'opposants; Hambourg Deutsche Werft (armements -8.150 E.) 43% d'opposants; Stettin, ateliers des chemins de fer 1.407 voix émises: 34% d'opposants; Hanovre Continental-Caoutchouc, 9.530 E.: 30% d'opposants; Hanovre Klockner-Werke (industrie lourde, 21.000 P.): 41% d'opposants; Mannheim, Lantz (machines) 2.917 voix émises, 43% d'opposants.

Il est vrai que les élections ont à maintes reprises ressenti l'influence d'événements d'ordre interne; on ne doit par conséquent pas les considérer dans leur totalité comme des démonstrations anti-fascistes. Le résultat doit cependant toujours être vu comme une protestation contre la réaction protégée par les Nazis. Le résultat obtenu aux tramways de Francfort s/M. est particulièrement intéressant: 23% de "oui" 2% nuls et 75% nettement opposés à la liste. Or, il faut savoir qu'aux tramways de Francfort s/M., le syndicat libre avait toujours à lutter contre des influences des jaunes et que dès le début les Nazis ont trouvé dans cette entreprise un solide appui. La pratique du Troisième Reich toutefois a dégrisé les esprits. Il en est de même dans les entreprises du Vogtland en Saxe, dont les travailleurs n'étaient guère syndiqués autrefois et où il y a maintenant un nombre considérable d'opposants. Quelques résultats détaillés d'autres parties d'Allemagne complètent l'impression totale: le noyau des travailleurs allemands ne s'est pas laissé mettre au pas; la désillusion s'est emparée de nombreux milieux ouvriers qui au début accueillaient le national-socialisme avec enthousiasme.

P.= Personnel; E.= électeurs. Vu que le nombre des électeurs est plus petit que l'effectif du personnel, le pourcentage de ceux qui ont voté contre est au fond plus élevé. Les chiffres des voix émises ne tient pas compte des abstentions qui doivent en majorité être considérées comme faisant partie de l'opposition.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Les ports où flotte la croix gammée. (I.T.F.) L'organisation syndicale des ouvriers des ports allemands a été anéantie par les Nazis. Il est vrai que pour la forme, l'organisation des employeurs dans les ports a aussi été dissoute, mais ce n'était là qu'une chose passagère. Le 8 avril 1935, les organisations d'employeurs dans les ports ont de nouveau été officiellement reconnues en vue de la "réglementation du travail national". Les Commissaires au travail ont été autorisés à grouper toutes les entreprises d'un port allemand ayant à leur service des dockers, en une Association patronale appelée "Gesamthafenbetrieb" (groupement collectif des entreprises du port), dont le chef est désigné par le Commissaire. Il mérite d'être noté que les Commissaires désignent en premier lieu à ce poste, les anciens secrétaires des Associations patronales "dissoutes".

Dans les différents ports, les organisations patronales avaient dans la pratique de nouveau été reconnues depuis longtemps, mais même selon l'avis du ministère du Travail, cette reconnaissance avait juridiquement un caractère assez douteux. Les chefs des groupements des entreprises, ne bénéficiant pas d'une reconnaissance officielle, ne pouvaient imposer leur opinion aux entreprises individuelles au goût desquelles les avilissements des conditions de travail n'étaient pas assez poussés. Le nouveau décret confirme de manière expresse aux directeurs des entreprises individuelles de manutention dans les ports le droit de fixer pour leur entreprise des conditions de travail spéciales. Le tarif dicté par le chef du nouveau groupement patronal officiel ne s'applique qu'aux ouvriers temporaires du port. Avec cela les contrats d'entreprise édictés jusqu'à présent par les Nazis avaient déjà apporté aux dockers de graves avilissements. Par le contrat édicté pour l'ensemble du port de Hambourg, le principal port d'Allemagne, d'importants groupes de travailleurs qui autrefois touchaient un salaire fixe hebdomadaire, sont devenus des ouvriers temporaires: les chefs des équipes d'arrimage, les conducteurs de grue et les chefs d'équipes au nettoyage des bateaux et des chaudières. Lorsque l'entreprise n'a pas de travail, les ouvriers sont renvoyés chez eux; de telle sorte on se décharge plus qu'auparavant encore des risques sur les ouvriers. Les employeurs congédient les hommes avec d'autant moins d'hésitation qu'à présent la présentation des ouvriers à l'embauchage du matin (entre 6 et 7 heures) qui autrefois était facultative, est devenue obligatoire. Les ouvriers s'étaient toujours opposés à cette ancienne revendication patronale. A présent le parti "ouvrier" brun a donné satisfaction à ce désir des employeurs.

Ce n'est pas tout. Les ouvriers du port de Hambourg avaient obtenu qu'on ne pouvait pas les forcer à accepter du travail dans une catégorie moins rétribuée que la leur. Le contrat d'entreprise dicté par les valets nazis du patronat stipule cependant qu'en cas d'accumulation du travail, les ouvriers sont tenus d'accepter aussi du travail rétribué inférieurement et il les prive aussi du droit de quitter au jour le jour leur employeur, même lorsque du travail dans leur propre catégorie professionnelle est disponible.

Ce qui protégeait les ouvriers des ports, c'était le syndicat libre et les conseils d'entreprise syndicalistes veillaient à l'observation des tarifs et des prescriptions sur la prévoyance des accidents. Le syndicat a été anéanti; à la place du conseil d'entreprise est venu le conseil de confiance. Le conseil d'entreprise avait imposé des accords relatifs à la manutention du gravier de Huelba. Ces accords ont été anéantis du même coup. Le conseil d'entreprise élu par les différentes catégories d'ouvriers du port, réglait d'un commun accord avec le groupement patronal, la délivrance des cartes de travail. A présent les cartes de travail sont délivrées par le chef du groupement collectif des entreprises du port. Le Front du travail qui disposait passagèrement dans quelques ports du droit de délivrer les cartes, a été complètement éliminé par le nouveau décret. Le Conseil de confiance institué par le chef du groupement patronal ne possède plus aucun droit de contrôle; tout au plus lui permet-on de donner un "conseil". Encore cela semble-t-il excessif aux employeurs. Le nouveau décret institue à côté du conseil de confiance impuissant une commission consultative composée de certains employeurs désignés par le chef du groupement patronal et de quelques membres ouvriers nommés dans cette fonction par les membres patronaux. La commission est "consultative"; les conditions de travail sont dictées par les employeurs. Les ouvriers des ports allemands apprennent à connaître par l'expérience le "national-socialisme de l'action".